

## Jean-Paul Brighelli: «Certains professeurs ont une responsabilité dans l'entrisme islamiste à l'école»

Par [Margaux d'Adhémar](#)

Publié hier à 16:01, Mis à jour hier à 16:01



Jean-Paul Brighelli: «À coups de “c’est mon droit”, les élèves peuvent désormais dire que “c’est leur droit” de croire que la Terre est plate, comme “c’est leur droit” de penser que la loi de la charia est supérieure à celle de la République».  
*François BOUCHON/Le Figaro*

Jean-Paul Brighelli: «À coups de “c’est mon droit”, les élèves peuvent désormais dire que “c’est leur droit” de croire que la Terre est plate, comme “c’est leur droit” de penser que la loi de la charia est supérieure à celle de la République». *François BOUCHON/Le Figaro*

**ENTRETIEN - Dans *L'École sous emprise* (L'Archipel), le professeur analyse l'infiltration pernicieuse d'un islam politique dans les salles de classe. Il dénonce la passivité d'une partie du corps enseignant et plaide pour une restauration de l'autorité.**

Professeur agrégé de lettres modernes et ancien élève de l'École normale supérieure de Saint-Cloud, [Jean-Paul Brighelli](#) est essayiste et spécialiste des questions d'éducation. Il est notamment l'auteur de *La Fabrique du crétin* (2005, Jean-Claude Gawsewitch éditeur) et de *L'École à deux vitesses* (L'Archipel).

**LE FIGARO. - En avril dernier, un adolescent de 15 ans, Shemseddine, a été battu à mort à la sortie de son collège de Viry-Châtillon pour une «question d'honneur». Deux jours plus tard, une élève de 13 ans, Samara, était lynchée à la sortie de son collège, à Montpellier, parce qu'elle ne versait pas dans la religiosité ostentatoire. Ces deux affaires ont fait la une de l'actualité. En quoi seraient-elles révélatrices de cette «guerre civile à bas bruit» que vous évoquez dans votre livre?**

**JEAN-PAUL BRIGHELLI. -** Les fondamentalistes ont poussé leurs pions dans nos écoles avec beaucoup de patience. Tout a commencé par les tenues des jeunes filles: via les réseaux sociaux, ces dernières ont non seulement été encouragées à porter l'abaya, mais aussi ont été incitées à refuser d'aller en cours de sport lorsqu'il s'agissait de se rendre à la piscine. Elles ont ainsi testé les limites de notre tolérance. Pour ce qui est des garçons, on leur a demandé de faire la police dans leur classe: ils incarnent les guerriers de ce djihad scolaire. En tant qu'enseignant, j'ai été témoin de ce glissement vers l'acceptation de la doctrine islamiste. Cela a commencé par des remarques, des changements de comportements. D'abord, il y a eu ce jour où des élèves m'ont expliqué que, si je ne faisais pas le ramadan, c'est que je n'aimais pas les Arabes et que j'étais islamophobe. Puis il y a eu cette fois où des garçons en classe postbac au lycée Thiers de Marseille se sont installés à part des filles. Pourquoi? Parce que, selon eux, elles étaient impures. Ensuite, au sein de l'IEP d'Aix-en-Provence, un élève a dit à l'une de mes collègues que, comme elle était une femme, ce qu'elle disait ne l'intéressait pas. Puis il y a eu cet événement dans le lycée des Tarterêts, à Marseille: un matin, un élève a cassé

la mâchoire du professeur d'anglais. L'après-midi, cet étudiant était toujours en cours, «*en attendant qu'on enquête*», nous disait l'administration. C'est ainsi que l'entrisme religieux a peu à peu fait son nid, sous les yeux de certains instituteurs qui ont laissé faire: petit à petit, l'école a courbé l'échine.

**Dans votre livre, vous pointez en effet la responsabilité des enseignants qui, selon vous, «respectent» le fanatisme de leurs élèves...**

Si on ne réagit pas dès les premières tentatives, l'adversaire avance ses pions, s'enhardit, et va à la conquête du territoire. C'est ce qui se passe aujourd'hui à l'école avec l'islam. Par culpabilité, nous nous sommes montrés compatissants. Cela a créé une violence sourde, un climat délétère qui, parfois, se traduit en une violence visible et effective, comme ce fut le cas pour Samara et Shemseddine, mais aussi pour Samuel Paty et Dominique Bernard. Le corps enseignant a clairement une responsabilité majeure dans cet entrisme religieux: les islamistes les plus radicaux se sont infiltrés dans l'école avant tout à cause de la passivité des professeurs. En refusant d'enseigner la laïcité, ils ont fait le lit du fanatisme religieux. Comment expliquer que des enseignantes, donc des femmes, ont pu accepter que leurs élèves de sexe féminin puissent porter des signes vestimentaires qui les dégradent? Étienne de La Boétie avait raison sur la servitude volontaire: en défendant mordicus leur «liberté» de porter le voile, ces jeunes filles prouvent par cette seule démarche leur aliénation. Quant aux professeurs, par leur silence sur le port de l'abaya et du voile, ils ont laissé l'idéologie islamiste avancer.

**En février dernier, le proviseur du lycée Maurice-Ravel a été menacé de mort après avoir demandé à une élève d'enlever son voile. Après cette altercation, le chef d'établissement a été l'objet d'un déferlement de haine sur les réseaux sociaux. Deux mois plus tard, il démissionnait. Serait-ce le signe d'une République qui recule face à la menace islamiste?**

Le cas du lycée Maurice-Ravel est révélateur: c'est de la provocation à l'état pur. Le voile, ou l'abaya, n'est pas un simple vêtement coutumier. C'est une déclaration de guerre. Or, face à une déclaration de guerre, si un professeur ou un proviseur ne dit rien, c'est que l'école est perdue et que l'État est dans une situation de défaite. Dans l'affaire Maurice-Ravel, le proviseur a en effet démissionné... La peur fut-elle plus forte que l'indignation? Notons toutefois que le fait qu'il y ait des suites judiciaires en dit long sur les soutiens financiers dont bénéficie cette élève: comment imaginer qu'une jeune fille de 17 ans scolarisée en BTS puisse se payer les meilleurs avocats, si ce n'est grâce à certaines associations qui lui ont ouvert leur bourse?

**Nous assistons non pas à un choc des civilisations, mais plutôt à la confrontation d'une forme de barbarie à la civilisation**

*Jean-Paul Brighelli*

**Plusieurs enseignants du collège Jacques-Cartier, dans les Yvelines, ont exercé en décembre leur droit de retrait, s'estimant «en danger». En cause: des propos diffamatoires tenus par certains élèves à l'égard de leur professeur de français qui a montré durant un cours une œuvre du XVII<sup>e</sup> siècle - *Diane et Actéon* de Giuseppe Cesari - représentant cinq femmes nues. Que penser de cette polémique?**

Désormais, dès lors que les enseignants osent heurter les croyances mortifères des élèves et de leurs parents, ils sont menacés, insultés, agressés. Cette affaire est assez représentative de l'erreur de Huntington: dans *Le Choc des civilisations*, le spécialiste des sciences politiques explique très bien que, aujourd'hui, les conflits ne se caractérisent plus par la conquête de territoires, mais plutôt par un long grignotage de l'Occident par d'autres civilisations. L'intuition de Samuel Huntington est géniale. Mais à une nuance près: nous assistons non pas à un choc des civilisations, mais plutôt à la confrontation d'une forme de barbarie à la civilisation. C'est pourquoi il est d'autant plus important de montrer en classe ce que la civilisation est capable de produire: l'école se doit de donner aux élèves les clés pour comprendre une civilisation.

**Que faudrait-il faire selon vous pour contrer ces dérives fondamentalistes, restaurer l'autorité des enseignants et faire en sorte que les professeurs puissent exercer leur métier en toute sérénité?**

Il faut relire *Surveiller et punir* de Michel Foucault: toucher le corps du roi, c'est toucher au sacré. Fut un temps, le corps des instituteurs relevait du sacré. À l'époque, élever la voix face à son professeur était

impensable. Le tuer n'était même pas imaginable. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas: des professeurs agressés physiquement et verbalement par leurs élèves, cela fait désormais partie de la banalité du quotidien. C'est l'héritage de la loi Jospin qui, en 1989, a donné un droit d'expression aux élèves. Cela a eu pour conséquences la sanctuarisation de la bêtise et la remise en cause de la parole des enseignants. À coups de «c'est mon droit», les élèves peuvent désormais dire que «c'est leur droit» de croire que la Terre est plate, comme «c'est leur droit» de penser que la loi de la charia est supérieure à celle de la République. Des revendications souvent appuyées par les parents, qui viennent réclamer des comptes aux chefs d'établissement.

Pour éviter ces dérives idéologiques, il faudrait donc à nouveau sacrifier la parole du maître. Notamment en ne recrutant pas des professeurs aux concepts pédagogiques et didactiques creux: insister pour que les élèves pratiquent l'écriture inclusive, c'est dégrader le statut de professeur. Il faut revenir aux principes fondamentaux: la langue, l'histoire, les sciences et la laïcité. C'est cela le point névralgique de mon livre: il n'y a que la laïcité qui puisse nous sauver de l'entrisme islamique.

*L'École sous emprise*, Jean-Paul Brighelli, L'Archipel, 200 p., 19 €.